

Le « mouvement » des sociétés : un défi pour la sociologie ? Détour par la sociologie de la société française depuis l'après-guerre

“Movements” of Societies: A Challenge for Sociology ? Reflections on Postwar Sociology in France

El «movimiento» de las sociedades: un desafío para la sociología? Un regreso a la sociedad francesa de post-guerra a través de la sociología

Monique Hirschhorn

Numéro 59-60, automne 2015, hiver 2016

Les nouveaux objets de la sociologie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036798ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036798ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Afin de répondre à la question de savoir si la sociologie doit changer pour relever le défi que constituent les sociétés en mouvement, l'auteure propose un détour méthodologique par la sociologie des transformations qu'a connues la société française depuis l'après-guerre. Après en avoir refait l'histoire, elle en analyse les caractéristiques et les conditions de production. Ce qui lui permet de mettre à jour les obstacles que les sociologues doivent surmonter pour être capable de saisir le mouvement des sociétés.

Éditeur(s)

Athéna éditions

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hirschhorn, M. (2015). Le « mouvement » des sociétés : un défi pour la sociologie ? Détour par la sociologie de la société française depuis l'après-guerre. *Cahiers de recherche sociologique*, (59-60), 277-289. <https://doi.org/10.7202/1036798ar>

Tous droits réservés © Athéna éditions, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Le « mouvement » des sociétés : un défi pour la sociologie ? Détour par la sociologie de la société française depuis l'après-guerre

MONIQUE HIRSCHHORN

Que le mouvement des sociétés doive entraîner des changements dans la sociologie semble aller de soi. Alors que les sociétés, du fait de la mondialisation, du développement d'un capitalisme financier, de l'affaiblissement des États-nations, des transitions politiques, des progrès scientifiques et technologiques, de la croissance démographique, connaissent des transformations de plus en plus considérables, comment imaginer que la sociologie puisse s'en tenir aux questions, aux concepts qu'elle a élaborés au tournant du XIX^e et du XX^e siècles ou même pendant la seconde moitié du XX^e ? D'autant que ce mouvement des sociétés s'inscrit maintenant dans un temps accéléré et que sa saisie devient pour les sociologues un véritable défi ainsi qu'en témoigne le désarroi des sociologues tunisiens, pris de court par un printemps arabe que leurs recherches ne leur avaient pas permis d'anticiper.

Mais le contenu des changements qui devraient affecter la sociologie reste à définir. S'agit-il seulement d'identifier de nouveaux objets, d'explorer de nouveaux mondes ou faut-il aller encore plus loin : décentrer notre

regard, renouveler nos cadres d'analyse, nos méthodes, voire remettre en cause nos frontières disciplinaires et le fonctionnement de la recherche? La question est apparue trop complexe et trop large pour être traitée dans le cadre d'un article¹, et c'est pourquoi, plutôt que de proposer un discours programmatique aux assises incertaines, nous avons fait le choix méthodologique d'*un détour*² en prenant comme objet la façon dont s'est constituée, à partir des années 1960, une sociologie de la société française en mouvement. Ce détour, en nous offrant la possibilité d'identifier les caractéristiques propres à cette sociologie ainsi que les conditions de sa production et les difficultés qu'elle a pu rencontrer, devrait nous permettre de répondre de façon partielle, mais argumentée, à la question de savoir ce qui doit changer dans la sociologie pour qu'elle soit capable d'étudier les sociétés en mouvement.

Une histoire à découvrir

Le détour est-il possible? Bien que la question du changement des sociétés soit la question fondatrice de la sociologie et qu'elle ait donné lieu à de multiples élaborations théoriques³, les recherches empiriques sur le changement des sociétés ne sont pas nécessairement très nombreuses. Comme le souligne Alexis Trémoulinas dans le livre qu'il a consacré en 2006 à la sociologie des changements sociaux⁴, cette thématique, affaiblie par la dénonciation du caractère non scientifique de ses théories, a perdu à partir des années 1980 beaucoup de son importance. Et de fait, alors qu'il existe pour la sociologie française des présentations des sociologies spécialisées (famille, religion, entreprise, travail, religion...), on n'en trouve aucune qui soit consacrée à la sociologie de la société française en changement, comme si ce sujet ne constituait pas un domaine de recherche ou n'était pas un objet légitime. La seule mention qui en est faite se trouve dans l'article de Bernard Valade, « Le changement social », paru en 1999⁵ et dans le livre d'Alexis Trémoulinas qui vient d'être mentionné. Or, il existe une production qui, pour ne pas être très importante, n'est cependant pas négligeable. Sur la période qui va de l'après-guerre aux années 2000, nous avons pu, en ne prenant que les publications

1. « Sociétés en mouvement, sociologie en changement » est en revanche le thème du XX^e Congrès de l'AISLF en juillet 2016 à Montréal.

2. En référence à la démarche de Georges Balandier, qui dans *Le détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, « L'espace du politique », 1985, opère un détour par l'anthropologie du politique pour comprendre la forme que prend l'exercice du pouvoir politique dans la modernité.

3. Pour la présentation de ces théories cf. Guy Rocher, *Introduction à la sociologie générale. Tome 3. Le changement social*, Montréal, éditions HMH, 1969.

4. Alexis Trémoulinas, *Sociologie des changements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2006.

5. Bernard Valade, « Changement social », dans Raymond Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, p. 312-349.

portant sur les changements de la société française⁶, constituer un corpus d'une quinzaine d'ouvrages dont nous allons esquisser rapidement l'histoire.

Dans le contexte de l'après-guerre où la reconstruction de la France se fait sous l'égide du Commissariat général du plan, l'analyse de l'évolution de la société française constitue évidemment une question centrale (l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques est créé en 1946) et les sociologues ne peuvent y rester indifférents. En 1965, sous l'égide de Pierre Bourdieu, une rencontre réunit à Arras sociologues, économistes et statisticiens et prend comme objet les transformations sociales de la France contemporaine. Quelques mois plus tard, le premier colloque de la société française de sociologie choisit le thème de la « Volonté ou spontanéité de la croissance économique et du changement social » pour aborder le même problème. Publiés en 1966, les Actes de ces colloques : *Le partage des bénéfices : expansion et inégalités en France* et *Tendances et volontés de la société française*⁷ constituent donc les deux premières publications de notre corpus.

C'est Henri Mendras⁸ qui sera la figure centrale de cette histoire, même si, dans l'après-guerre, jeune chercheur, il ne s'intéresse pas encore à la société française dans sa globalité. Ce sont d'abord les changements provoqués par la diffusion des innovations technologiques dans le monde rural qui retiennent son attention, et qu'il étudie à travers un programme comparatif portant sur une quinzaine de villages. En 1967 il publie sa thèse, *La fin des paysans. Innovation et changement dans l'agriculture française*⁹ dans laquelle il décrit et explique la transformation des paysans en agriculteurs soumis aux exigences du marché¹⁰ et, en 1971, avec Marcel Jollivet, il consacre deux ouvrages aux collectivités rurales françaises¹¹.

6. Ainsi nous n'avons pas retenu de Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995 (le propos est centré avant tout sur la dimension sociale), de Bernard Prével, *La société des enfants gâtés*, Paris, La Découverte, 1989 (il s'agit d'un essai), de Jean Fourastié, *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979 (c'est l'analyse d'un économiste). Pour plus de clarté, les ouvrages retenus dans notre corpus sont marqués d'un astérisque.

7. Jean-Daniel Reynaud (dir.), *Tendances et volontés de la société française*, Paris, SEDEIS, 1966; Darras, *Le partage des bénéfices : expansion et inégalités en France*, Paris, éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1966.

8. Cf. Henri Mendras, Jean-Louis Briquet, Guillaume Courty, « Observer le changement social », *Politix*, 1989, vol. 2, n° 7-8, p. 17-20.

9. Henri Mendras, *La fin des paysans : innovation et changement dans l'agriculture française*, Paris, SEDEIS, 1967.

10. Ce sujet est dans l'air du temps. Edgar Morin publie la même année : *La métamorphose de Plozévet. Commune de France*, Paris, Fayard, 1967, l'enquête qu'il a menée sur l'entrée dans la modernité d'un village breton dont les structures économiques et sociales dataient des années 1880.

11. Marcel Jollivet, Henri Mendras, *Les collectivités rurales françaises*, Paris, Armand Colin, 1971.

Convaincu que c'est au niveau local que les changements sociaux se laissent le mieux saisir, il se joint alors à Jacques Lautman et à Odile Benoît-Guilbot, pour proposer au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) français de financer des études longitudinales sur l'évolution des structures sociales locales. Celui-ci répond positivement, mais transforme le projet initial en un programme beaucoup plus ambitieux d'Observation continue (et localisée¹²) du Changement Social et culturel (OCS), qui ne se limite pas à l'observation du monde rural (l'argument opposé à Mendras étant qu'il a lui-même annoncé la fin des paysans) et comprend un volet urbain. Un dispositif très important, impliquant une dizaine d'équipes provinciales pluridisciplinaires, dirigé par Jacques Lautman et par Laurence Ratier-Coutrot, va fonctionner de 1977 à 1981 et ses résultats seront publiés en 1986 dans *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*¹³.

Bien que la thématique du local l'ait emporté sur celle du changement, les études réalisées dans le cadre de l'observatoire auront montré à Henri Mendras que le changement ne se limite pas au monde paysan et qu'il a une bien plus grande ampleur. Et, c'est à la fin du programme qu'il réunit une vingtaine de sociologues pour publier *La Sagesse et le Désordre. France des années 80*¹⁴, ouvrage qui présente l'intérêt, si on le compare au bilan économique dressé un an auparavant par Jean Fourastié dans *Les trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*¹⁵, de vouloir saisir le changement dans toutes ses dimensions et que viendra compléter la publication, en 1981, sous la direction de Jean-Daniel Reynaud et d'Yves Grafmeyer, de *Français, qui êtes-vous*¹⁶ ?

La fin de l'OCS en 1981 ne signe pas pour Henri Mendras celle de son intérêt à l'égard de cette observation puisqu'il accepte la même année de participer à l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) que Jean-Marcel Jeanneney vient de créer et dans lequel ce dernier veut mettre « un peu de sociologie ». Le projet qu'il va y développer est très différent de celui de l'OCS. C'est le niveau national qui est visé et il s'agit de passer de la microsociologie à la macrosociologie. Ce choix est porté, à l'intérieur de l'OFCE, par « l'invention » du groupe Louis Dirn (anagramme du lundi soir, moment pendant lequel le groupe se réunit) qui comprend deux sociologues, Henri Mendras et Michel Forsé, un économiste statisti-

12. C'est Henri Mendras qui ajoute ce qualificatif qui ne figure pas dans la dénomination officielle de l'Action Thématique Programmée (ATP) du CNRS.

13. *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, Paris, éditions du CNRS, 1986.

14. Henri Mendras (dir.), *La sagesse et le désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, 1980.

15. Jean-Fourastié, *op. cit.*

16. Jean-Daniel Reynaud, Yves Grafmeyer (dir.), *Français, qui êtes-vous ? Des essais et des chiffres*, Paris, La Documentation française, 1981.

cien, Yannick Lemel, un syndicaliste, Jean-Pierre Jaslin, un consultant en marketing, Denis Stoclet, et Laurence Duboys Fresney. L'analyse, qui se veut systématique, du changement repose sur l'identification de secteurs auxquels correspondent des indicateurs de changement, ce qui permet de dégager des tendances. Les résultats sont publiés dans les cahiers de l'OFCE.

Cette activité de recherche va aussi s'accompagner de publications plus visibles. En 1983, Henri Mendras et Michel Forsé proposent dans *Le changement social*¹⁷ une nouvelle approche théorique. Refusant les théories à ambition généralisante dont Raymond Boudon et François Bourricaud¹⁸ ont dénoncé le caractère non scientifique, ils se proposent plus modestement d'identifier à différents niveaux (micro, méso, macro), ce qu'ils appellent des paradigmes, c'est-à-dire des processus de changement susceptibles d'être dupliqués. En 1988, Henri Mendras revient, à la lumière des travaux du groupe Louis Dirn, sur les analyses présentées dans *La sagesse et le désordre* et publie, avec Laurence Duboys Fresney, *La seconde révolution française 1965-1984*¹⁹. En 1990, le groupe Louis Dirn publie un premier bilan de ses travaux dans *La société française en tendances 1965-1985*²⁰, auquel s'ajoutera en 1991 la publication par Michel Forsé de *L'analyse structurelle du changement social : le modèle de Louis Dirn*²¹. Henri Mendras se trouve alors amené, comme il l'avait déjà fait pour *La sagesse et le désordre*, à présenter en 1994 une édition refondue et mise à jour de *La seconde révolution française*²². Enfin, en 1998, paraît, toujours sous la signature de Louis Dirn, *La société française en tendances. 1975-1995. Deux décennies de changement*²³.

L'histoire ne s'arrête cependant pas là. En 1998 paraît aussi, sous la direction d'Olivier Galland et de Yannick Lemel (qui est l'un des membres du groupe Louis Dirn), *La Nouvelle Société Française. Trente années de mutations*, ouvrage qui sera suivi, en 2006, par la publication de *La société française. Pesanteurs et mutations : le bilan* et, en 2011, par celle de *La société*

17. Henri Mendras, Michel Forsé, *Le changement social : tendances et paradigmes*, Paris, Armand Colin, 1983.

18. Raymond Boudon, François Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, PUF, 1982, p. 62-69.

19. Henri Mendras avec Laurence Duboys Fresney, *La seconde révolution française. 1965-1984*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1988.

20. Louis Dirn, *La société française en tendances. 1965-1985*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1990.

21. Michel Forsé, *L'analyse structurelle du changement social. Le modèle de Louis Dirn*, Paris, PUF, coll. « Le sociologue », 1991.

22. Henri Mendras, *La seconde révolution française*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 1994.

23. Louis Dirn, *La société française en tendances. 1975-1995. Deux décennies de changement*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1998.

française. *Un bilan sociologique des évolutions depuis l'après-guerre*²⁴. Mais, à partir de 1987, l'analyse du changement social, développée par le groupe Louis Dirn, prend aussi une dimension internationale, avec Michel Forsé qui fonde, en 1987, *Comparative Charting of Social Change*²⁵, puis avec Henri Mendras qui, ayant créé en 1988 à la Fondation Nationale des Sciences politiques un laboratoire intitulé « Observatoire Sociologique du Changement » (OSC), développe des recherches comparatives. Henri Mendras publie ainsi deux livres sur l'Europe : en 1990, avec Dominique Schnapper, *Six manières d'être européen*, et, en 1997, en son nom propre, *L'Europe des Européens. Sociologie de l'Europe occidentale*²⁶. Ses deux derniers livres porteront pourtant sur la société française : en 2001, *La France que je vois*²⁷, en 2004, *Français, comme vous avez changé. Histoire des Français depuis 1945*²⁸.

Cette présentation n'est toutefois pas complète. Si l'on veut être exhaustif, il faut aussi inclure dans ce corpus trois autres publications qui ne sont pas en rapport avec l'activité de recherche d'Henri Mendras : en 1991, *Sortie de siècle. La France en mutation* de Jean-Pierre Durand et François-Xavier Merrien²⁹, une approche qui conjugue science politique et sociologie ; en 1998, *Dans quelle société vivons-nous ?*, de François Dubet et Danilo Martuccelli³⁰, une mise en cause du concept de société qui débouche sur une analyse des transformations de la société française ; en 2004, *La France en mutation. Quand l'incertitude fait société*, de Michel Kokoreff et de Jacques Rodriguez³¹, une problématisation de l'évolution de la société française. Comme on le voit, au terme de cette investigation, il existe en France une sociologie du changement social appliqué à l'objet empirique que constitue la société française.

24. Olivier Galland, Yannick Lemel, *La Nouvelle Société Française. Trente années de mutation*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 1988 ; Olivier Galland, Yannick Lemel, *La société française. Pesanteurs et mutations : le bilan*, Armand Colin, coll. « U », 2006 ; Olivier Galland, Yannick Lemel, *La société française. Un bilan sociologique des évolutions depuis l'après-guerre*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2011.

25. Cf. Michel Forsé et Henri Langlois, *Tendances comparées des sociétés industrielles*, Paris, PUF, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 1995.

26. Dominique Schnapper, Henri Mendras, *Six manières d'être européen*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines, 1990, Henri Mendras, *L'Europe des Européens. Sociologie de l'Europe occidentale*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Actuel », 1997.

27. Henri Mendras, *La France que je vois*, Paris, Autrement, coll. « Frontières », 2002.

28. Henri Mendras avec Laurence Dubois Fresney, *Français comme vous avez changé. Histoire des Français depuis 1945*, Paris, Tallandier, 2004.

29. Jean-Pierre Durand, François Xavier Merrien, *Sortie de siècle. La France en mutation*, Paris, Vigot, 1991.

30. François Dubet, Danilo Martuccelli, *Dans quelle société vivons-nous ?*, Paris, Le Seuil, coll. « L'épreuve des faits », 1998.

31. Michel Kokoreff, Jacques Rodriguez, *La France en mutation. Quand l'incertitude fait société*, Paris, Payot, 2004.

Une sociologie spécifique

Ce constat ne suffit pas. Il convient maintenant de montrer ce qui en fait la spécificité et la différencie des autres sociologies spécialisées. Et pour cela, il convient de revenir à son objet qui n'est pas seulement d'étudier les manifestations du changement, mais de prendre en compte sa dimension diachronique, d'inscrire le changement dans une séquence temporelle qui permet de rattacher l'état observé à celui qui l'a précédé et, si possible, de mettre à jour les facteurs souvent multiples qui l'expliquent. De fait, la plupart des travaux recensés situent explicitement l'analyse des changements de la société française dans une séquence temporelle : de 19 ans (1965-1984) pour *La seconde révolution française*; de vingt ans (1965-1985), (1975-1995) pour *La société française en tendances*; de l'après-guerre jusqu'au début des années 2000 pour *Français, comme vous avez changé* et, jusqu'au début des années 2010, pour la troisième édition de *La société française*, d'Olivier Galland et de Yannick Lemel.

S'agit-il d'une caractéristique propre à cette sociologie ? On pourrait objecter que toute sociologie spécialisée est amenée à prendre en compte les évolutions qui se produisent dans son domaine, et que le changement ne constitue pas un objet particulier dans la mesure où il est partout présent. Ce n'est évidemment pas inexact, mais il n'en reste pas moins qu'il est tout à fait possible de réaliser des études sociologiques qui n'ont qu'une dimension synchronique. Une seconde caractéristique tient elle aussi à la nature de l'objet. Il n'a pas en effet pour seule particularité d'être inscrit dans la temporalité. Il est également un objet empiriquement « lourd³² », aux multiples dimensions, et qu'un chercheur ne peut espérer maîtriser à lui seul et pour lequel il lui faut nécessairement se servir des contributions d'autres chercheurs. Ce qui pose un problème méthodologique difficile auquel ont été apportées plusieurs réponses.

La première formule consiste, une fois choisies les questions dont il faut traiter, de solliciter les contributions des spécialistes concernés, y compris si nécessaire, ceux d'autres disciplines. C'est la formule qu'ont adoptée Jean-Daniel Reynaud pour *Tendances et volontés de la société française*, Pierre Bourdieu pour *Le partage des bénéfices. Expansion et inégalités en France*, Henri Mendras pour *La sagesse et le désordre*, Jean-Pierre Durand et François-Xavier Merrien pour *Sortie de siècle*. Pour autant que tous les contributeurs soient réellement capables de procéder dans leur domaine de compétence

32. Gosta Esping-Andersen, « Two societies, one sociology, and no theory », *British Journal of Sociology*, vol. 51, n° 1, 2000, p. 59-77.

à l'analyse socio-historique demandée – ce qui n'est pas nécessairement le cas – elle permet de présenter un inventaire aussi exhaustif que possible des différents changements sociaux. Toutefois, même si une introduction conséquente peut y remédier en partie, elle demeure assez insatisfaisante en ce qu'elle procède par juxtaposition d'analyses qui ont été élaborées indépendamment les unes des autres.

La deuxième, qui repose sur l'analyse des travaux par un ou deux chercheurs, permet de faire émerger une problématisation. Henri Mendras refait ainsi, dans *Français, comme vous avez changé*, l'histoire des Français depuis 1945 et privilégie trois entrées : l'émergence de nouveaux acteurs, la désacralisation des institutions, la métamorphose des styles de vie ; Michel Kokoreff et Jacques Rodriguez, pour leur part, mettent à jour, dans *La France en mutations. Quand l'incertitude fait société*, une dynamique sociale marquée par des fragmentations sociales et des recompositions politiques. C'est François Dubet et Danilo Martuccelli qui vont le plus loin dans cette perspective en subordonnant la présentation de l'état de la société française à l'existence d'une société qui ne repose plus sur des structures sociales (classes et institutions) et est devenue une totalité désorganisée dont la constitution relève de représentations multiples et opposées. L'inconvénient de cette formule, qui évite les défauts de la formule précédente, est de laisser libre place à l'interprétation des auteurs.

La troisième est celle de la création d'un dispositif de recherche *ad hoc*, en l'occurrence le groupe Louis Dirn, qui s'était donné comme objectif de saisir à travers des indicateurs quantitatifs et qualitatifs un ensemble de tendances représentatives de la société française. Non seulement, elle résout le problème de l'hétérogénéité des contributions comme celui de la subjectivité des interprétations, mais elle permet une explication rigoureuse de la dynamique sociale grâce à la constitution d'une matrice qui, mettant en évidence les liens de causalité, historique ou logique, entre des tendances, peut, à condition que les tendances se maintiennent d'une période à l'autre, servir de support à une comparaison. S'il apparaît que les relations causales sont restées relativement stables – et cela a été le cas durant les périodes étudiées par Louis Dirn – il est alors possible de parler de changement sur fond de continuité. Ayant adopté ce cadre théorique, les Québécois ont construit une matrice comparable à la matrice française, ce qui a permis à Simon Langlois et Michel Forsé de développer une comparaison macrosociale qui ne porte plus sur des tendances, mais sur des systèmes³³. Indéniablement, il s'agit ici

33. Henri Mendras, *Comment devenir sociologue. Souvenirs d'un vieux mandarin*, Paris, Actes Sud, 1995, p. 241.

de la démarche la plus intéressante et la plus valide sur un plan scientifique, mais elle pose cependant un problème d'exposition. Difficile pour le lecteur, confronté à une soixantaine de fiches, même regroupées en cinq blocs, de ne pas se construire une image très fragmentée de la société française.

De fait, une quatrième formule est encore possible, celle qu'Olivier Galland et Yannick Lemel ont adoptée et qui a été aussi celle d'Henri Mendras à partir du moment où il a revu ses propres analyses en fonction des résultats obtenus par le groupe Dirn. L'objectif est de tenter de conjuguer le caractère synthétique et problématisé de la seconde formule avec celui exhaustif et rigoureux de la troisième. Mais, dans la série des trois ouvrages consacrés par nos auteurs à la société française en changement, elle se heurte au fait qu'il s'agit d'ouvrages collectifs qui ne permettent pas vraiment de formuler un diagnostic global.

Ne nous voilons pas la face. Cette rapide réflexion sur la spécificité de cette sociologie et sur la méthodologie qu'elle peut utiliser montre assez que l'entreprise est difficile et que les écueils sont multiples. Le refus des grandes théories générales du changement social ainsi que des clés d'interprétation *a priori* (société liquide, société du risque, société post-moderne, individualisme...) ne garantissent nullement la validité scientifique des analyses proposées comme le montre l'exercice auquel Henri Mendras s'est livré en 1995³⁴ en reprenant des analyses développées dans les ouvrages dont il avait eu plus ou moins la responsabilité. Ainsi, si les analyses formulées en 1980 par Sabine Chalvon-Demersay sur l'évolution de l'institution familiale (affaiblissement de la structure conjugale et renforcement de la parentèle, retard du mariage, augmentation du nombre de divorcés et de célibataires...) se sont révélées parfaitement exactes, il n'en est pas allé de même pour la question de la désagrégation des classes sociales que les sociologues français ont eu beaucoup de mal à aborder de face.

La question posée en 1980 par Jacques Lautman : « où sont passées les classes d'antan ? » n'a conduit qu'à l'évocation, par Jean-Daniel Reynaud en 1981, de la constitution d'une très vaste classe moyenne et, en 1988, à l'idée d'Henri Mendras d'une constellation centrale de la société, formulation prudente et peu transparente que le groupe de Louis Dirn n'avait pas reprise.

On pourrait poursuivre cet examen en se livrant à une analyse de contenu systématique pour comparer, ce que ne fait pas ici Henri Mendras, des publications portant sur les mêmes périodes, mais réalisées par des auteurs différents et il est fort probable que des divergences apparaîtraient, ne serait-ce

34. Henri Mendras, « La société change et l'observateur aussi », *Le Débat*, n° 83, 1995, p. 113-123.

que du fait de l'utilisation de différents cadres théoriques. Mais si l'on ne veut pas jeter le bébé avec l'eau du bain et renoncer à toute analyse de l'évolution d'une société, il faut se rappeler, avec Henri Mendras, que le fait de commettre des erreurs n'invalide pas le caractère scientifique de la démarche à condition toutefois que les propositions soient formulées de manière à se prêter à des vérifications.

Des conditions de production particulières

Par ailleurs, l'objectif de ce détour par la sociologie de la société française en mouvement n'est pas seulement d'examiner la spécificité de cette sociologie et sa scientificité. Il est aussi de mettre en évidence les conditions qui ont permis sa production et dont il n'est pas certain qu'elles puissent être toujours réunies. Dans ces conditions, il y a d'abord – et elle est essentielle – la conscience que l'objet de la sociologie étant un objet inscrit dans l'histoire à la fois comme tout objet de la science et comme produit de l'action humaine³⁵, la sociologie se définit nécessairement comme une pensée du changement. Et à cet égard, il est significatif de noter que pour Henri Mendras le plus grand livre de sciences sociales depuis la guerre n'était pas un livre de sociologie, mais d'histoire : *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval* de Georges Duby³⁶, qui montre la dynamique du passage de la féodalité au capitalisme. Mais il serait faux de croire que cet intérêt pour le changement se retrouve chez tous les sociologues. Beaucoup se contentent d'étudier les configurations sociales telles qu'elles s'offrent à eux et, comme le notait déjà Fernand Braudel³⁷, « s'évadent ou dans l'instant toujours actuel, comme suspendu au-dessus du temps, ou dans des phénomènes de répétition qui ne sont d'aucun âge ». Cette posture « présentiste », dénoncée par Robert Castel, qui, dans ses propres travaux, a donné une grande place à l'éclairage que peuvent apporter les travaux des historiens³⁸, constitue un obstacle majeur à l'étude des sociétés en mouvement. Mais son élimination ne va pas de soi, car elle suppose à la fois de consommer la rupture jamais totalement accomplie avec le modèle des

35. Jean-Claude Passeron, « Statique et dynamique. Caractériser, expliquer, comprendre le changement », *Revue Européenne de Sociologie*, numéro spécial « Le changement dans les sciences de la société », t. XXXVI, n° 110, 1998, p. 205.

36. Georges Duby, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval français (France, Angleterre, Empire IX^e-XV^e siècle). Essai de synthèse et perspectives de recherche*, Paris, Aubier, 1962.

37. Fernand Braudel, « Histoire et sciences sociales : la longue durée », *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, 12^e année, n° 4, p. 751.

38. Robert Castel, Claude Martin (dir.), *Changements et pensées du changement. Échanges avec Robert Castel*, Paris, La Découverte, 2012.

sciences physiques du XIX^e siècle³⁹ et de remettre en cause la distinction entre histoire et la sociologie.

Une autre de ces conditions, tout aussi essentielle, est l'existence de matériaux empiriques. C'est parce que les sociologues ont pu disposer d'un ensemble considérable de données à la fois qualitatives et quantitatives sur la société française qui leur a été possible de dresser un tableau aussi précis que possible des transformations de celle-ci. D'où l'importance décisive de la création, en 1946, de l'INSEE qui va également favoriser la mise en place de services statistiques dans les différentes administrations, de l'OFCE, du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie (CREDOC), de l'Institut National d'Études Démographiques (INED), des Instituts de sondage..., mais aussi des programmes de recherche, des appels d'offre financées par le CNRS, et d'une manière plus générale la croissance importante, à partir des années 1960, du nombre des chercheurs et des enseignants chercheurs en sociologie.

Enfin, une dernière condition tient à la demande de connaissances sur l'évolution de la société française. Elle a été particulièrement forte dans l'après-guerre à un moment où la France avait besoin de se reconstruire. Les sociologues ont pu en profiter, mais elle leur a progressivement échappé, et Henri Mendras l'a bien compris qui, pour sauver la sociologie du changement social appliqué à la société française, l'a faite inscrire dans les programmes de l'enseignement secondaire. Une partie des ouvrages que nous avons répertoriés dans le corpus doivent leur existence au soutien des éditeurs de livres à destination de l'enseignement du second degré dont en particulier la maison Armand Colin où Henri Mendras avait fondé la célèbre collection « U ».

Ce sont donc ces trois conditions : l'intérêt de quelques sociologues pour une sociologie historique et empirique ainsi que pour l'objet global qu'est une société nationale, l'existence de matériaux empiriques nécessaires à la saisie de cet objet, la présence d'une demande sociale, qui rendent compte du développement de cette sociologie.

Un autre éclairage sur le changement de la sociologie

Le détour par la sociologie de la société française nous ramène donc au lien entre mouvement des sociétés et changement de la sociologie, mais l'éclaire différemment. Il est maintenant possible de se demander, ainsi que l'a déjà

39. Jean Molino, « Du changement au devenir. Remarques sur la notion de changement dans les sciences humaines », *Revue Européenne de Sociologie*, numéro spécial « Le changement dans les sciences de la société », t. XXXVI, n° 110, 1998, p. 185-197.

fait Jacques Hamel⁴⁰, si l'étude des sociétés en mouvement implique un changement de la sociologie autre que celui de tenir compte de la nouveauté en prenant de nouveaux objets. Pour ce dernier, qui n'envisage le changement qu'au niveau des cadres d'analyse, la réponse est négative. Le structuralisme génétique lui semble parfaitement adapté à la saisie du changement.

Notre point de vue, étayé par le détour que nous venons d'opérer et par l'analyse des conditions de production d'une sociologie des sociétés en mouvement, est sensiblement différent. D'abord parce qu'il nous semble que cette sociologie ne peut être qu'une sociologie historique, au demeurant peu compatible avec le structuralisme génétique, ensuite parce que le changement de la sociologie ne peut pas se limiter à celui de son cadre d'analyse. Il concerne aussi la production de matériaux empiriques, laquelle renvoie à l'existence d'un appareil statistique⁴¹ conséquent au niveau national et international et d'une recherche sociologique développée. Or, dans de nombreux pays, ces conditions sont loin d'être remplies. Ainsi, en Afrique francophone, les chercheurs, trop peu nombreux, ne disposent pas, sauf à travailler au service des organismes internationaux, de financements qui leur permettraient de faire les recherches dont ils auraient besoin. Quel sociologue congolais pourrait aujourd'hui, comme l'avait fait Georges Balandier en 1955 dans la *Sociologie des Brazzavilles noires*⁴², proposer une analyse de la société congolaise en mouvement? Pour en revenir aux sociologues tunisiens, ce qui était en cause au moment du printemps arabe n'était pas leur incapacité à prédire un événement qui, relevant d'une explosion macrosociologique soudaine, échappe par nature à la sociologie, mais la connaissance nécessairement limitée qu'ils avaient « des tendances » de leur propre société.

La situation n'est pas tellement meilleure dans des pays comme la France où la recherche sociologique est infiniment plus développée et où, comme nous l'avons vu, a existé et existe encore une sociologie de la société française en mouvement. La tendance à l'hyperspécialisation, qui se dessine, risque en effet d'aboutir à une production sociologique très fragmentée qui ne permettrait plus d'avoir de vue d'ensemble. De surcroît elle va totalement à l'encontre du choix de s'intéresser à cet objet encombrant, difficile à saisir et peu valorisé en ce qu'il suppose le plus souvent un travail de seconde main, ce qui rend la possibilité de voir apparaître un nouveau Mendras parmi les jeunes

40. Jacques Hamel, « La sociologie doit-elle changer afin de pouvoir étudier les sociétés en continu mouvement? », *SociologieS* (en ligne), Théories et recherches, 2012 [<http://sociologies.revues.org/413>].

41. Cf. Alain Chenu et Laurent Lesnard (dir.), *La France dans les comparaisons internationales. Guide d'accès aux grandes enquêtes statistiques en sciences sociales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

42. Georges Balandier, *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Armand Colin, 1955.

sociologues fort réduite. Si l'on ne veut pas que la sociologie abandonne à d'autres disciplines (les sciences politiques, l'histoire, la géographie, l'économie) et aux technocrates l'étude des sociétés en mouvement et devienne une discipline résiduelle⁴³, si l'on veut lui garder son utilité sociale, elle doit donc changer. Encore faut-il savoir si cela est possible, car les marges d'action des sociologues, en particulier en ce qui concerne l'organisation de la recherche, restent limitées. Mais la prise de conscience du problème constitue au moins un pas en avant.

43. Il n'en demeure pas moins un intérêt pour ces objets « lourds » ainsi qu'en témoigne la publication de la traduction de l'ouvrage de Göran Therborn, professeur à Cambridge, *Les sociétés d'Europe du XX^e au XXI^e siècle. La fin de la modernité européenne ?*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2009.